Début mardi de consultations UE-Burundi pouvant durer jusqu'à 120 jours

@rib News, 03/12/2015 â€“ Source AFP L'Union europÃ©enne et le Burundi vont entamer mardi Ã Bruxelles des consultations sur les atteintes Ã la dÃ©mocratie au Burundi, secouÃ© par une grave crise, une procÃ©dure susceptible de conduire Ã la suspension de l'aide europÃ©enne, a indiquÃ© jeudi une porte-parole de l'UE. Ces consultations avec les autoritÃ©s burundaises sur les principes dÃ©mocratiques, les droits de l'Homme et la gouvernance peuvent durer jusqu'Ã 120 jours.

Si, Ã l'issue de ces consultations, aucune amÃ©lioration n'est en vue, l'UE - qui est le premier donateur au Burundi - peut dÃ©cider de suspendre l'aide directe qu'elle verse au gouvernement de Bujumbura. Ces consultations ont pour objectif de permettre un accord rapide sur des mesures initiales d'apaisement qui pourraient prÃ©parer la voie Ã un progrÃ¨s substantiel vers la sortie de crise, avaient expliquÃ© les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res de l'UE le 16 novembre. Aucune information n'a Ã©tÃ© donnÃ©e Ã ce stade sur le niveau de participation cÃ´tÃ© europÃ©en, Ã ces consultations, pr dans l'article 96 des Accords de Cotonou, qui rÃ©gissent la coopÃ©ration entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-CaraÃ¯bes-Pacifique). CÃ´tÃ© burundais, c'est le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res et de la CoopÃ©ration internationale, Alain AimÃ© Nyamitwe, qui emmÃ¨nera la dÃ©lÃ©gation, composÃ©e de dix-huit personnes, dont six ministres. La candidature, fin avril, de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat que ses adversaires jugent contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha qui a permis la fin de la guerre civile (1993-2006), a plongÃ© le Burundi dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences. La mise en Ã©chec d'une tentative de coup d'Etat militaire en mai, puis l'Ã©touffement de six semaines de manifestations quasi-quotidiennes un mois plus tard et enfin la rÃ©Ã©lection controversÃ©e de M. Nkurunziza en juillet n'ont pas empÃªchÃ© l'intensification des violences, dÃ©sormais armÃ©es. Les assassinats ciblÃ©s se multiplient et les attaques contre la police ou des bars sont devenues quasi-quotidiennes. L'UE avait adoptÃ© dÃ©but octobre des sanctions contre quatre personnalitÃ©s au Burundi en raison de leur implication dans la rÃ©pression et les violences contre des opposants et la sociÃ©tÃ© civile dans le pays.